Incendie en Gironde : les forestiers du Sud-Médoc livrent leur lecture de la catastrophe



Le 22 juillet, à 16 h 38, dans un massif forestier extrêmement sec après plusieurs semaines de fortes chaleurs, le feu était déjà devenu incontrôlable. © Crédit photo : Julien Lestage / SO

Par Julien Lestage
Publié le 26/10/2026 à 20h00.

- Écouter
- Voir sur la carte
- Réagir
- Partager

Dans son retour d'expérience, l'Association pour le maintien de l'activité forestière en Médoc (Amaf) met en cause l'efficacité de l'attaque initiale du feu. Une analyse qui contraste avec le premier bilan du Sdis 33, insistant sur la puissance exceptionnelle de l'incendie

Trois mois après le mégafeu parti de Saumos, les forestiers du Sud-Médoc demandent des comptes. Dans un retour d'expérience (Retex) de 17 pages daté du 21 octobre, l'Association pour le maintien de l'activité forestière en Médoc critique la gestion de l'incendie. Déclaré le 22 juillet, le feu a parcouru plus de 42 000 hectares, provoqué l'évacuation de 240 000 personnes et détruit quelque 200 maisons, dont 183 au Porge.

À Saumos, la quasi-totalité de la forêt communale a brûlé. Les propriétaires privés ont aussi subi de lourdes pertes. Créée pour s'opposer au projet de champ captant de Bordeaux Métropole, l'Amaf rassemble des sylviculteurs du secteur. À la demande d'adhérents sinistrés, elle a recueilli des témoignages et reconstitué les opérations. Selon elle, des défaillances dans l'organisation des secours auraient contribué à l'ampleur du sinistre.

La vigilance rouge et les Canadair

Pour les forestiers, tout s'est joué dès le départ du feu, signalé à 12 h 02 sur la route de l'Esquirot à Saumos. L'Amaf estime que les premiers moyens terrestres, rapidement arrivés, n'ont pas engagé une attaque suffisamment offensive. Un camion se serait enlisé, tandis que d'autres engins protégeaient des habitations ou attendaient le feu sur la départementale. « Le véritable sujet est de comprendre pourquoi ce feu a pris une telle ampleur et est devenu hors norme », écrivent les rédacteurs. Ils mettent en cause l'absence d'attaque efficace durant les 45 premières minutes.

L'Amaf estime que les premiers moyens terrestres, rapidement arrivés, n'ont pas engagé une attaque suffisamment offensive. Un camion se serait enlisé, tandis que d'autres engins protégeaient des habitations ou attendaient le feu sur la départementale



Le 22 juillet, à 14 h 03, avenue des Landes, à la sortie de Saumos, un représentant de la DFCI et un riverain constatent la propagation rapide de l'incendie en direction du Porge et du Temple. Les conditions météorologiques sont défavorables et la situation se dégrade rapidement.
Julien Lestage / SO

Une enquête de « Sud Ouest » avait toutefois établi que, selon les premiers horodatages du Sdis 33 et plusieurs témoignages, au moins deux attaques avaient été tentées dans le massif. Les pompiers ont rapidement rencontré des difficultés d'accès et des sautes de feu, observées dès 12 h 33. Vers 13 heures, l'incendie avait atteint les cimes des pins et présentait, selon un pompier, une « puissance colossale ». Lors du premier Retex officiel, le 25 août, le directeur du Sdis 33, Marc Vermeulen, avait insisté sur la puissance exceptionnelle du feu, qui avait rendu certains moyens de lutte inefficaces.

L'Amaf dénonce aussi l'absence de Canadair prépositionnés à Mérignac malgré la vigilance rouge. Ils sont arrivés vers 16 heures, près de quatre heures après l'alerte. Le Sdis avait expliqué ne pouvoir engager tous les moyens nationaux sur chaque départ de feu, alors que d'autres incendies étaient en cours en France. Un Dash et deux Air Tractor étaient déjà intervenus, sans parvenir à stopper la propagation.

Les conseillers techniques dans l’opérationnel

Les critiques visent également la chaîne de commandement. Des engins en attente de consignes, des relèves mal coordonnées, une connaissance du terrain insuffisamment prise en compte. L’association cite l’intervention de bénévoles de la Défense des forêts contre les incendies (DFCI), d’agriculteurs et de sylviculteurs avec leurs propres moyens. Au Temple, ils auraient contribué à protéger le bourg. À Sainte-Hélène, trois véhicules de la DFCI auraient traité sept sautes de feu derrière une ligne d’appui. L’Amaf questionne aussi la répartition des moyens, notamment au Porge.

Dans son premier bilan, le Sdis 33 avait présenté des données géolocalisées et horodatées montrant que, du 22 au 24 juillet, les moyens terrestres engagés au Porge avaient presque toujours été plus nombreux qu’à Lège-Cap-Ferret. Marc Vermeulen avait ainsi réfuté les accusations selon lesquelles Le Porge aurait été abandonné.



Après les incendies de juillet, les paysages forestiers du Sud-Médoc ont été défigurés. Des parcelles entières sont dévastées sur plusieurs kilomètres. Julien Lestage / SO

Dans son premier bilan, le Sdis 33 avait présenté des données géolocalisées et horodatées montrant que, du 22 au 24 juillet, les moyens terrestres engagés au Porge avaient presque toujours été plus nombreux qu'à Lège-Cap-Ferret. Marc Vermeulen avait ainsi réfuté les accusations selon lesquelles Le Porge aurait été abandonné

Les divergences concernent enfin les enseignements de la catastrophe. Le 25 août, Marc Vermeulen avait préconisé d'adapter le massif des Landes de Gascogne au changement climatique, notamment en rompant la continuité du couvert forestier pour freiner les incendies. L'Amaf ne conteste pas l'utilité des pare-feu, mais estime qu'ils ne peuvent être efficaces sans moyens pour les défendre. Elle critique les quelque 180 kilomètres de coupes tactiques réalisés dans l'urgence, qui auraient détruit, selon ses estimations, 850 hectares supplémentaires de forêt pour des résultats jugés très limités. Elle pose aussi la question de l'indemnisation des propriétaires.



Les entreprises de travaux forestiers ne lâchent pas le terrain pour évacuer au plus vite les bois brûlés par l'incendie de juillet.
Julien Lestage / SO

Quatre ans après les incendies de 2022, l'association réclame une révision de la doctrine de lutte et un retour d'expérience indépendant. Fondé sur des

témoignages de terrain, son document formule des critiques auxquelles un premier bilan officiel, antérieur de deux mois, ne répond pas sur tous les points. Il appelle à des éclaircissements sur les premières décisions et la place des acteurs forestiers dans les opérations. Enfin, l'association souhaite aussi une meilleure intégration des conseillers techniques DFCI dans les décisions opérationnelles, ainsi qu'un renforcement de leurs équipements. L'Amaf préconise également une comparaison des stratégies de lutte contre les incendies employées en Gironde et dans les Landes.